

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

17 juillet 2019

PROPOSITION DE LOI

**créant un Institut pour la conservation et la
gestion des données relatives aux donneurs**

(déposée par Mme Valerie Van Peel)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

17 juli 2019

WETSVOORSTEL

**tot oprichting van een Bewaar- en
Beheersinstituut voor Donorgegevens**

(ingediend door mevrouw Valerie Van Peel)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à créer un Institut central pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs (ICGD) qui assurera trois tâches essentielles:

- *la conservation et la gestion des données des donneurs communiquées par les centres de fécondation;*
- *la communication de certaines données identifiées ou non du donneur à l'enfant issu d'un don ou aux parents;*
- *l'information et l'accompagnement des différents intéressés: l'enfant, le ou les auteurs du projet parental et le donneur.*

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel richt een centraal Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens (BBID) op, dat drie kerntaken op zich zal nemen:

- *gegevens van donoren, door de fertiliteitscentra meegedeeld, bewaren en beheren;*
- *meedelen van bepaalde, al dan niet identificeerbare gegevens van de donor aan het donorkind of aan de ouders;*
- *voorlichting en begeleiding van de verschillende betrokkenen: het kind, de wensouder(s) en de donor.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse Liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	<i>Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	DOC 55 0000/000	<i>Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>	QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Comptes Rendu Intégral</i>	CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique</i>	CRABV	<i>Beknopt Verslag</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu Intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des Interventions (avec les annexes)</i>	CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het defl nitieve Integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>	PLEN	<i>Plenum</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>	COM	<i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	MOT	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 0952/001.

I. — INTRODUCTION

De très nombreuses personnes nourrissent clairement un projet parental. Même si avoir des enfants semble parfois une évidence, ce n'est cependant pas le cas pour beaucoup de personnes. La mise au point de diverses techniques de fécondation, telles que la fécondation in vitro et l'insémination artificielle, a dès lors suscité beaucoup d'enthousiasme. En effet, il était enfin possible de répondre positivement au désir, inassouvi chez de très nombreuses personnes, d'avoir un enfant.

Les couples dans lesquels la stérilité d'un des partenaires était avérée, les femmes célibataires ayant un projet parental et les couples lesbiens disposaient à présent aussi d'une solution. Ces femmes pouvaient, elles aussi, être enceintes et mettre un enfant au monde grâce au don de sperme ou d'ovocyte. Une réglementation prévoyant l'anonymat du donneur a été élaborée pour défendre à la fois les intérêts des auteurs du projet parental et ceux du donneur. À ce jour, la Belgique dispose toujours d'une réglementation qui garantit cet anonymat. En outre, il a été conseillé aux auteurs du projet parental de ne pas révéler la filiation biologique de l'enfant, et ce, au moins jusqu'à ce que ce dernier ait atteint l'âge adulte. En garantissant l'anonymat du donneur, d'une part, et en plaidant pour la préservation du secret de la filiation biologique de l'enfant, d'autre part, on pensait réduire autant que possible les éventuelles conséquences négatives (sur les plans juridique, social, et psychologique) pour les intéressés.

Les conceptions sont cependant en train d'évoluer considérablement et l'optimisme de mise les premières années a fait place à un regard plus nuancé. Nous avons pris de plus en plus conscience du fait que la vision initiale ne prêtait pas suffisamment attention à un troisième acteur important: l'enfant lui-même. Entre-temps, plusieurs enfants issus d'un don ont atteint l'âge adulte et leurs histoires font apparaître clairement les lacunes de la réglementation actuelle. En effet, on ne tient toujours pas suffisamment compte des conséquences pour l'enfant.

Il ressort clairement des différents témoignages des enfants issus d'un don qu'ils en subissent des

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 0952/001.

I. — INLEIDING

Heel veel mensen beschikken over een uitdrukkelijke kinderwens. Het krijgen van kinderen mag soms een evidentie lijken, voor heel wat mensen is dat echter niet het geval. Met de ontwikkeling van verscheidene medische vruchtbaarheidstechnieken zoals in-vitrofertilisatie en kunstmatige inseminatie ging dan ook een groot enthousiasme gepaard. Immers, eindelijk was men in staat de on vervulde kinderwens van heel wat mensen een positieve invulling te geven.

Ook voor koppels waarbij één van de partners onvruchtbaar bleek, voor alleenstaande vrouwen met een kinderwens en voor lesbische koppels werd in een oplossing voorzien. Door middel van sperma- of eiceldonatie konden ook zij zwanger worden en een kind ter wereld brengen. Om de belangen van de wensouders enerzijds en van de donor anderzijds te beschermen, werd een regelgeving uitgewerkt die voorzag in de anonimiteit van de donor. Tot op vandaag voorziet België nog steeds in een regelgeving die die anonimiteit waarborgt. Bovendien kregen de wensouders de raad om de afkomst van het kind geheim te houden, minstens tot het kind de volwassen leeftijd bereikt had. Door aan de ene kant de anonimiteit van de donor te garanderen en aan de andere kant de geheimhouding van de afkomst van het kind te bepleiten, meende men eventuele nadelige consequenties (op juridisch, sociaal en psychologisch vlak) voor de betrokkenen tot een minimum te herleiden.

Vandaag zijn de inzichten echter sterk aan het wijzigen en heeft het optimisme van de eerste jaren plaats gemaakt voor een meer genuanceerde kijk. Meer en meer zijn we er ons van bewust dat in de oorspronkelijke visie te weinig aandacht werd geschonken aan een belangrijke derde actor: het kind zelf. Verscheidene donorkinderen hebben intussen de volwassen leeftijd bereikt en uit hun verhalen blijkt duidelijk hoe de huidige regelgeving tekort schiet. Met de gevolgen voor het kind wordt immers nog te weinig rekening gehouden.

Dat donorkinderen daar de nodige hinder van ondervinden – gaande van praktische tot psychologische

désagréments¹. Que doivent-ils répondre lorsqu'on les interroge sur les antécédents médicaux dans le cadre d'une intervention médicale? Pourquoi la transparence est-elle plus grande en ce qui concerne, par exemple, l'identité des parents biologiques d'enfants adoptés, et pourquoi n'est-elle pas acceptée pour les enfants issus d'un don? Les questions de ce type influent sans conteste sur la vie des enfants issus d'un don.

Aussi estimons-nous que le principe de l'anonymat du don est dépassé et que la réglementation actuelle ne permet pas de répondre de manière satisfaisante aux questions que cela soulève à juste titre. Nous plaçons en faveur d'une législation adaptée, qui non seulement reconnaisse l'enfant en tant que partie prenante importante, mais le place aussi au centre des préoccupations. La présente proposition de loi ne se fonde dès lors plus sur l'idée courante de l'anonymat du donneur, mais sur les possibilités pour l'enfant d'obtenir des informations au sujet de sa filiation.

Aussi la présente proposition de loi vise-t-elle à créer un Institut central pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs (ICGD), qui se verra confier essentiellement trois missions:

1. l'ICGD conserve et gère les données de donneurs, qui lui sont communiquées par les centres de fécondation;

2. l'institut permet que certaines données du donneur puissent être fournies pour l'enfant issu d'un don (à partir d'un certain âge) et pour les parents. Une réglementation est prévue tant pour les données non identifiantes que pour les données identifiantes du donneur. Des mesures transitoires sont prévues pour les dons effectués avant l'entrée en vigueur de la loi;

3. l'institut doit par ailleurs assurer une information et un accompagnement corrects des différentes personnes concernées: l'enfant, le(s) parent(s) demandeur(s) et le donneur.

La direction de l'institut est confiée à une équipe pluridisciplinaire qui veillera, dans les limites de la mission assignée à l'ICGD par la présente proposition de loi, aux intérêts des différents intéressés. Nous considérons que la présente proposition de loi offre un cadre clair pour les différents acteurs. En outre, nous entendons ainsi adapter la réglementation belge à l'évolution internationale et l'inscrire dans l'esprit tant

¹ Les témoignages des représentants de l'ASBL Donorkinderen et de l'ASBL Donorkind, entre autres, l'ont aussi montré clairement durant l'audition du 24 février 2015.

vraagstukken – mag uit hun verschillende getuigenissen duidelijk wezen¹. Wat moeten ze antwoorden wanneer in het kader van een medische ingreep gevraagd wordt naar de medische voorgeschiedenis? Waarom is er bijvoorbeeld wel een grotere openheid inzake het kennen van de identiteit van de biologische ouders door geadopteerde kinderen, maar wordt dit voor donorkinderen niet aanvaard? Zulke vragen hebben een duidelijke invloed op het leven van het donorkind.

De indieners van dit voorstel zijn van mening dat de visie op anonimiteit van het donorschap vandaag dan ook achterhaald is en dat de vragen die daardoor terecht opgeroepen worden, door de huidige regelgeving onvoldoende beantwoord worden. Zij pleiten voor een aangepaste wetgeving die het kind niet alleen erkent als belangrijke belanghebbende, maar die het bovendien ook centraal plaatst. Daarom vertrekt dit voorstel niet meer van de gangbare visie op de anonimiteit van de donor, maar vertrekt het van de mogelijkheden voor het kind om informatie te verkrijgen inzake zijn of haar afstamming.

Om die reden voorziet dit voorstel in de oprichting van een centraal Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens (BBID), dat drie kerntaken op zich zal nemen:

1. het BBID bewaart en beheert de gegevens van donoren, die door de fertiliteitscentra aan haar worden meegedeeld;

2. het instituut maakt het mogelijk dat bepaalde gegevens van de donor voor het donorkind (vanaf een bepaalde leeftijd) of voor de ouders bezorgd kunnen worden. Er wordt in een regeling voorzien voor zowel de niet-identificeerbare als de identificeerbare gegevens van de donor. Voor de donaties die gebeurd zijn voor het in werking treden van deze wet, is een overgangsregeling bepaald;

3. daarnaast moet het instituut voorzien in een degelijke voorlichting en begeleiding van de verschillende betrokkenen: het kind, de wensouder(s) en de donor.

De leiding van het instituut wordt in handen gelegd van een multidisciplinair team, dat binnen de opdracht van het BBID zoals in dit wetsvoorstel bepaald, waakt over de belangen van de verschillende betrokkenen. De indieners zijn van mening dat dit wetsvoorstel een duidelijk kader biedt voor de verschillende betrokkenen. Bovendien menen ze zo de Belgische regelgeving in te passen in de internationale evolutie en te plaatsen

¹ Tijdens de hoorzitting van 24 februari 2015 bleek dit onder meer ook duidelijk uit de getuigenissen van de vertegenwoordigers van VZW Donorkinderen en VZW Donorkind.

de la Convention internationale des droits de l'enfant, que de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

La Cour européenne des droits de l'homme a ainsi déjà précisé, dans un arrêt², qu'une instance indépendante devait statuer sur tout refus de communiquer des données identifiantes. La communication de ces données ne peut être refusée que lorsqu'elle porte atteinte, de manière disproportionnée, aux intérêts des autres parties. Par le passé, le Comité des droits de l'enfant a, lui aussi, déjà fait part de son inquiétude concernant le fait que des enfants issus d'un don se voyaient refuser l'accès aux données identifiantes. Le Kinderrechtencommissariaat, le commissariat flamand aux droits de l'enfant, partage cette préoccupation³.

Plusieurs pays ont déjà reconnu ce problème et adapté leur législation en renonçant au principe de l'anonymat du donneur pour privilégier l'intérêt de l'enfant. Compte tenu de la libre circulation des personnes et du maintien du don anonyme dans d'autres pays, les couples demandeurs peuvent toutefois continuer à opter pour un don anonyme. Il importe dès lors d'harmoniser la réglementation européenne. À notre estime, l'on ne peut cependant attendre cette harmonisation, bien au contraire. En s'arrimant à l'évolution internationale et en y adaptant sa réglementation, la Belgique met en exergue la nécessité de prévoir une réglementation générale et prend l'initiative de conférer à l'enfant la place qu'il mérite dans ce débat.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Pour remédier à la problématique des enfants issus d'un don qui sont dans l'impossibilité de connaître l'identité de leur(s) parent(s) biologique(s), la présente proposition de loi vise à créer un Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs (ICGD).

L'ICGD s'acquittera de trois missions fondamentales. La première sera de conserver et de gérer les données relatives aux donneurs qui lui sont communiquées par les centres de fécondation. L'objectif de l'institut est de permettre que les enfants issus d'un don de gamètes ayant atteint un certain âge, ou leurs parents soient mis au courant d'un certain nombre de données relatives au(x) parent(s) biologique(s).

² CEDH, 7 juillet 1989, Gaskin c. Royaume-Uni, n° 10454/83.

³ Voir avis *Kinderrechtencommissariaat*, 23 février 2015, numéro d'ordre 2014-2015/16.

binnen de geest van zowel het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind als het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Zo stelde het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in een arrest² al dat een onafhankelijke instantie dient te oordelen over elke weigering tot vrijgave van persoonsidentificerende gegevens. De vrijgave van deze gegevens kan slechts geweigerd worden indien de belangen van de andere partijen op buitenproportionele wijze geschonden worden. Ook het Comité voor de Rechten van het Kind stelde eerder al er bezorgd over te zijn dat donorkinderen de toegang tot persoonsidentificerende gegevens wordt ontnomen. Het Vlaamse Kinderrechtencommissariaat deelt die bekommernis³.

Verschillende landen erkennen deze bezorgdheden en pasten hun wetgeving reeds aan. Daarbij werd niet meer vertrokken vanuit de anonimiteit van de donor, maar werd het belang van het kind centraal geplaatst. Door de vrijheid van personenverkeer en het behoud van de donoranonymiteit in andere landen, kunnen wensouders echter blijven opteren voor anonieme donatie. Het is dan ook van belang om te komen tot een algemene Europese regelgeving. Voor de indieners van dit voorstel is het echter duidelijk dat daar niet op gewacht kan worden, integendeel. Door mee in te stappen in de internationale evolutie en de Belgische regelgeving daaraan aan te passen, wordt de druk op het voorzien in een algemene regelgeving opgevoerd en neemt België mee het voortouw om het kind in dit gegeven de plaats te geven die het verdient.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Om tegemoet te komen aan de problematiek van donorkinderen, voor wie het onmogelijk is om de identiteit te kennen van hun biologische ouder(s), wil dit wetsvoorstel een Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens (BBID) oprichten.

Het BBID zal 3 kerntaken op zich nemen. In de eerste plaats het bewaren en beheren van gegevens van donoren, die aan haar worden meegedeeld door de fertiliteitscentra. Het instituut zal mogelijk moeten maken dat donorkinderen, vanaf een bepaalde leeftijd, of hun ouders op de hoogte gebracht worden van een aantal gegevens in verband met de biologische ouder(s).

² EHRM, 7 juli 1989, Gaskin t. Verenigd Koninkrijk, nr. 10454/83.

³ Zie advies *Kinderrechtencommissariaat*, 23 februari 2015, volgnummer 2014-2015/16.

Étant donné que la communication de telles informations peut avoir un impact considérable, tant sur les enfants que sur leurs parents ou sur les donneurs eux-mêmes, l'ICGD doit veiller à ce que toutes les personnes concernées soient correctement informées et accompagnées. Ce processus d'accompagnement intense doit permettre à chacun de traverser au mieux cette période difficile sur le plan émotionnel.

L'ICGD pourra également jouer un rôle important en collectant des informations relatives à des anomalies génétiques que l'on constaterait (ultérieurement) chez un donneur ou chez un enfant issu d'un don. On pourra ainsi éviter autant que possible, et détecter plus rapidement des problèmes tels que ceux rencontrés avec le donneur danois qui a transmis la neurofibromatose à toute une série d'enfants. À l'heure actuelle, il n'y a manifestement pas de solution toute prête à ce problème, et la coordination en cette matière est totalement inexistante. L'ICGD pourrait être, à cet égard, un organe faïtier efficace qui aurait la capacité et le devoir de garder une vision claire de la situation.

Art. 3

Les centres de fécondation devront dorénavant enregistrer un certain nombre de données relatives aux donneurs et les communiquer à l'ICGD dans les 24 semaines qui suivent l'insémination artificielle.

Nous optons pour un délai de 24 semaines, suivant en cela l'exemple néerlandais. Initialement, les Pays-Bas avaient opté pour un délai de 60 semaines, mais après quelques années, ils l'ont ramené à 24 semaines. De cette manière, l'institut disposera des informations nécessaires dès que l'on peut raisonnablement supposer que la grossesse ira à son terme.

Les données médicales du donneur constituent une première série de données qui doit être transmise à l'institut.

À cet égard, nous songeons en tout état de cause aux données relatives aux affections du donneur susceptibles de revêtir une importance pour le développement sain de l'enfant.

En outre, les centres de fécondation doivent également communiquer les résultats des tests sanguins complets à l'ICGD.

Outre les caractéristiques médicales, les caractéristiques physiques du donneur doivent aussi être transmises. Il s'agit au minimum de la taille, du poids, de la

Omdat dergelijke zaken zeer ingrijpend kunnen zijn, zowel voor het donorkind, de ouders als de donor zelf, moet het BBID voorzien in een degelijke voorlichting en begeleiding van elke betrokkene. Dat intens begeleidingstraject moet ervoor zorgen dat deze emotionele periode zo vlot mogelijk verloopt voor iedereen.

Het BBID kan ook een belangrijke rol spelen in het verzamelen van informatie in verband met genetische afwijkingen, die (op latere leeftijd) worden vastgesteld bij een donor of een donorkind. Op die manier kunnen we problemen, zoals we die gekend hebben met de Deense donor die aan een heel aantal kinderen neurofibromatose heeft doorgegeven, zoveel mogelijk vermijden en zo snel mogelijk opsporen. Vandaag blijkt daar immers geen pasklare oplossing voor te zijn. De coördinatie in dergelijke zaken is vandaag volledig zoek. Het BBID kan een geschikt overkoepelend orgaan zijn, dat in deze het overzicht kan en moet behouden.

Art. 3

Aan de fertiliteitscentra wordt opgelegd dat ze een aantal gegevens van de donoren moet registreren en binnen 24 weken na de kunstmatige bevruchting moet bezorgen aan het BBID.

Er wordt gekozen voor een termijn van 24 weken naar Nederlands voorbeeld. Oorspronkelijk opteerde men in Nederland voor een termijn van 60 weken, maar na enkele jaren heeft men deze termijn teruggebracht naar 24 weken. Op die manier is de nodige info beschikbaar bij het instituut van zodra er sprake is van een "doorgaande" zwangerschap.

Een eerste reeks gegevens die doorgegeven moeten worden zijn medische gegevens van de donor.

In dat opzicht denken de indieners van dit wetsvoorstel in elk geval aan gegevens over aandoeningen bij de donor die van belang kunnen zijn voor de gezonde ontwikkeling van het kind.

Daarnaast moeten ook de resultaten van de uitgebreide bloedtesten, door de fertiliteitscentra meegedeeld worden aan het BBID.

Naast de medische kenmerken moeten ook de fysieke kenmerken van de donor doorgegeven worden. Dan gaat het minstens over de lichaamslengte, het gewicht,

couleur de peau, de la couleur des yeux, ainsi que de la couleur et du type de cheveux du donneur.

La profession, le milieu social et les caractéristiques personnelles du donneur sont également des éléments susceptibles d'être importants pour l'enfant. Il est dès lors prévu que ces caractéristiques seront également transmises à l'ICGD.

Les données (données médicales, caractéristiques physiques, milieu social, etc.) décrites ci-dessus ne peuvent permettre d'identifier le donneur, ni par recoupement ni isolément.

Enfin, les véritables données identifiantes doivent également être transmises à l'institut. Il s'agit du nom de famille, du ou des prénoms, de la date de naissance et de la ou des nationalités.

S'il apparaît que la fécondation n'a pas abouti à une grossesse ayant duré plus de 24 semaines, les données ne doivent pas être transmises. Si elles ont déjà été transmises au moment de l'échec de la grossesse, les données doivent être supprimées des registres de l'ICGD.

Afin de faciliter la transmission des données par les centres de fécondation, l'ICGD établira un formulaire type. Celui-ci précisera les informations qui doivent être communiquées et tiendra compte à cet égard du présent commentaire des articles. Ce formulaire type doit pouvoir être envoyé aussi bien par voie électronique qu'en version papier.

Art. 4

L'article prévoit que différentes catégories de personnes peuvent demander et recevoir certaines données.

En premier lieu, il y a le médecin traitant, qui doit évidemment pouvoir avoir accès aux données médicales du donneur.

En outre, un enfant de douze ans ou plus peut demander tant les données médicales que les données non identifiantes. Les parents de l'enfant issu d'un don sont toutefois informés du fait que cette information est communiquée à leur enfant.

Si l'enfant a moins de douze ans, les parents ou l'un d'entre eux peuvent demander les données médicales et les données non identifiantes.

de la huidskleur, de la kleur van de ogen, de haarkleur en het type van haar van de donor.

Ook het beroep, de sociale achtergrond en de persoonlijke kenmerken van de donor zijn zaken die voor het kind belangrijk kunnen zijn om te weten te komen. Daarom wordt verwacht dat ook die kenmerken worden doorgegeven aan het BBID.

De gegevens (medische gegevens, fysieke kenmerken, sociale achtergrond, ...) die hierboven beschreven staan, mogen er zowel afzonderlijk als in combinatie niet toe leiden dat men de identiteit van de donor kan achterhalen.

Tot slot moeten ook de echte identificerende gegevens doorgegeven worden aan het instituut. Dan gaat het over de familienaam, de voornaam of voornamen, de geboortedatum en nationaliteit(en).

Indien blijkt dat de bevruchting niet geleid heeft tot een zwangerschap die langer heeft geduurd dan 24 weken, vervalt de verplichting om de gegevens door te geven. Zijn de gegevens al doorgegeven op het moment dat de zwangerschap misloopt, dienen deze geschrapt te worden uit de registers van het BBID.

Om de gevraagde gegevens over te laten maken door de fertiliteitscentra, stelt het BBID een standaardformulier op. In dat standaardformulier wordt bepaald welke informatie juist meegedeeld dient te worden, waarbij rekening gehouden dient te worden met de artikelsgewijze specificatie bij dit wetsvoorstel. Dat standaardformulier dient zowel digitaal als op papier verzonden te kunnen worden.

Art. 4

Er worden verschillende categorieën van mensen bepaald die bepaalde gegevens kunnen opvragen en ontvangen.

In de eerste plaats is er de behandelend geneesheer, die uiteraard toegang moet kunnen hebben tot de medische gegevens van de donor.

Daarnaast kan een kind dat 12 jaar of ouder is, zowel de medische gegevens als de niet-identificerende gegevens opvragen. De ouders van het donorkind worden wel op de hoogte gebracht dat deze info wordt meegedeeld aan hun kind.

Is het kind nog jonger dan 12 jaar, kunnen de ouders of één van hen, de medische en de niet-identificerende gegevens opvragen.

Il va de soi que la communication des données identifiantes constitue une phase supplémentaire. Un enfant issu d'un don qui sait ou suppose qu'il a été conçu par insémination artificielle et qui est âgé de plus de seize ans peut demander à recevoir les données identifiantes du donneur.

Si une telle demande est introduite, l'ICGD s'adresse au donneur en l'avisant que l'institut a l'intention de communiquer les données à l'enfant issu du don. Cette intention doit être motivée. En outre, l'ICGD informe également le donneur du déroulement de la procédure et des conséquences éventuelles.

Ensuite, le donneur dispose d'un délai de trente jours pour s'opposer par écrit à cette intention. S'il le souhaite, le donneur est également entendu par l'ICGD. Une audition permet en effet au donneur de mieux défendre sa cause et à l'ICGD de procéder plus facilement à une mise en balance des intérêts.

L'ICGD ne pourra décider qu'exceptionnellement que les données identifiantes ne peuvent pas être communiquées à l'enfant issu d'un don. Ainsi en ira-t-il plus particulièrement, dans le cas où la communication de cette information serait, pour le donneur, plus lourde de conséquences que le rejet de la demande pour l'enfant issu d'un don de gamète.

Dans le cas où le donneur est décédé ou n'est pas joignable, le consentement est considéré comme ayant été refusé. L'ICGD peut toutefois s'adresser au conjoint, au cohabitant légal ou à un parent jusqu'au deuxième degré pour obtenir l'autorisation.

Si la famille ne donne pas son accord, dans la plupart des cas, les informations seront également transmises après avoir mis en balance les intérêts en jeu. Le donneur décédé n'a en effet plus vraiment intérêt à ce que ces données ne soient pas communiquées, alors que l'enfant issu d'un don a évidemment toutes les raisons de vouloir retracer l'identité de son parent biologique.

De telles procédures s'accompagnent souvent d'émotions fortes et de bouleversements, si bien que l'ICGD doit assurer un accompagnement psychosocial, tant de l'enfant issu d'un don (et de ses parents) que du donneur.

Art. 5

Les données communiquées par les centres de fécondation à l'ICGD doivent y être conservées au moins 100 ans.

Voor het meedelen van de identificerende gegevens wordt vanzelfsprekend een extra stap ingebouwd. Een donorkind dat weet of vermoedt verwekt te zijn door een kunstmatige bevruchting en ouder is dan 16 jaar, kan verzoeken de identificerende gegevens van de donor te ontvangen.

Indien zo'n verzoek wordt ingediend, richt het BBID zich tot de donor met de boodschap dat het BBID zich voorneemt de gegevens mee te delen aan het donorkind. Dat voornemen moet gepaard gaan van een motivatie. Daarnaast informeert het BBID de donor ook over het verloop van de procedure en de mogelijke gevolgen.

Vervolgens krijgt de donor 30 dagen de tijd om tegen dat voornemen schriftelijk beroep aan te tekenen. Indien hij dat wenst, wordt de donor ook gehoord door het BBID. Een hoorzitting stelt de donor immers in staat zijn zaak beter te verdedigen en maakt het voor het BBID minder moeilijk om een belangenafweging te maken.

Het BBID zal slechts uitzonderlijk kunnen besluiten dat de identificerende gegevens niet bekend gemaakt mogen worden aan het donorkind. Meer bepaald enkel in de situatie waarin het meedelen van die informatie, meer zwaarwegende gevolgen met zich mee zou brengen voor de donor, dan de gevolgen van de afwijzing van de aanvraag voor het donorkind.

In het geval de donor overleden of onbereikbaar blijkt te zijn, wordt de instemming geacht te zijn geweigerd. Het BBID kan zich wel richten tot de echtgenoot, wetelijk samenwonende of bloedverwant tot in de tweede graad om wel toestemming te verkrijgen.

Wordt geen toestemming gegeven door de familie, zal bij de belangenafweging ook hier in de meeste gevallen de informatie doorgegeven worden. De overleden donor heeft er immers niet meteen nog een belang bij dat zijn identiteitsgegevens niet worden meegedeeld, terwijl het donorkind uiteraard alle belang heeft om de identiteit van zijn biologische ouder te achterhalen.

Omdat procedures als deze vaak gepaard gaan met hevige emoties en veranderingen, moet het BBID voorzien in psychosociale begeleiding voor zowel het donorkind (en de ouders) als de donor.

Art. 5

De gegevens die door de fertiliteitscentra worden doorgegeven aan het BBID, dienen daar minstens 100 jaar bewaard te blijven.

Art. 6

L'ICGD sera administré par un comité de direction dans lequel siégeront un président entouré de six membres.

Compte tenu du rôle essentiel que jouent les centres de fécondation dans cette problématique, ces centres seront représentés par deux membres au sein de la direction.

Un psychologue sera en outre désigné. Il pourra mettre à profit son expertise dans le domaine de l'accompagnement et de l'information des enfants issus d'un don, des donneurs et des autres parties.

Il semble également opportun de faire siéger un juriste dans le comité de direction. Ses connaissances lui permettront de rédiger les formulaires-types, par exemple, et de s'acquitter d'autres tâches d'ordre juridique.

Comme il s'agit d'une thématique relativement sensible sur le plan éthique, la présence d'un éthicien ne semble pas constituer un luxe superflu.

Et enfin, l'institut travaillera dans de très nombreux cas avec des mineurs. C'est pourquoi un pédagogue prendra aussi place au sein du comité de direction.

Le comité de direction est désigné par le Parlement fédéral et il devra faire rapport tous les deux ans audit Parlement sur son fonctionnement et sur ses activités.

Art. 7

Il est clair que cette matière touche à des données très sensibles sur le plan du respect de la vie privée. Cet article prévoit donc que quiconque prend connaissance de ces données est tenu au secret professionnel.

Il s'ensuit que celui qui viole son secret professionnel commet un acte punissable et s'expose à des sanctions conformément à l'article 458 du Code pénal.

Art. 8 à 13

À l'heure actuelle, la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée dispose que le don anonyme est autorisé. Dans la pratique, la grande majorité des dons sont même anonymes.

Art. 6

Het BBID zal bestuurd worden door een bestuurscomité. Naast een voorzitter zetelen er nog zes andere leden in het bestuur.

Vermits de fertiliteitscentra een zeer belangrijke rol spelen in dit verhaal, worden zij door 2 leden vertegenwoordigd in het bestuur.

Daarnaast zal er ook een psycholoog aangewezen worden. Deze kan zijn expertise aanwenden op het vlak van begeleiding en voorlichting van de donorkinderen, donoren en andere partijen.

Het lijkt ook aangewezen een jurist te laten zetelen in het bestuurscomité. Deze kan zijn kennis gebruiken bij het opstellen van bijvoorbeeld de standaardformulieren die opgesteld moeten worden en andere juridische zaken.

Aangezien we hier te maken hebben met een zeer gevoelig ethisch thema is de aanwezigheid van een ethicus zeker geen overbodige luxe.

En tot slot werken we hier in zeer veel gevallen met minderjarigen. Daarom zal er ook een pedagoog plaats nemen in het bestuurscomité.

Het bestuurscomité wordt aangesteld door het federaal Parlement en zal 2-jaarlijks verslag moeten uitbrengen aan datzelfde parlement over haar werking en activiteiten.

Art. 7

Het is duidelijk dat we in deze materie te maken hebben met zeer privacygevoelige gegevens. Daarom bepaalt dit artikel dat eender wie kennis krijgt van die gegevens, gebonden is door het beroepsgeheim.

Dat wil zeggen dat wie zijn beroepsgeheim schendt een strafbaar feit pleegt en dus overeenkomstig artikel 458 Sw. gestraft kan worden.

Art. 8 tot en met 13

Vandaag de dag bepaalt de wet betreffende de medisch begeleide voortplanting van 6 juli 2007 dat anonieme donatie toegelaten is. In de praktijk gebeurt het overgrote deel van de donaties zelfs anoniem.

La présente proposition de loi disposant que les données des donneurs doivent être enregistrées et communiquées à l'ICGD, il s'impose d'adapter également en ce sens la loi relative à la procréation médicalement assistée. À l'avenir, il ne sera donc plus possible de faire des dons anonymes.

Art. 14

Cet article contient les dispositions transitoires.

Toutes les données relatives aux donneurs doivent être communiquées à l'ICGD dans les trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi proposée.

Les données non identifiantes des donneurs qui ont fait un don avant l'entrée en vigueur de la loi proposée peuvent être communiquées au demandeur.

Les données identifiantes relatives à un donneur qui a fait un don avant l'entrée en vigueur de la loi ne sont pas communiquées sans son autorisation. Communiquer ces données contre le gré du donneur constituerait une atteinte à la sécurité juridique. Au moment du don, le donneur supposait en effet à raison que son nom ne serait jamais connu de l'enfant issu du don.

La communication de ces données ne peut cependant demeurer impossible. Si le donneur consent à la communication des données à l'enfant issu du don, celles-ci peuvent donc lui être communiquées.

Art. 15

La préparation de l'exécution de la loi proposée prendra un certain temps, tant pour les autorités que pour les centres de fécondation. Aussi la loi n'entrera-t-elle en vigueur qu'un an après avoir été publiée au *Moniteur belge*.

Omdat dit wetsvoorstel bepaalt dat de gegevens van de donoren opgeslagen en doorgegeven dienen te worden aan het BBID, dient de wet op de medisch begeleide voortplanting dan ook in die zin aangepast te worden. Anonieme donaties zullen in de toekomst dan ook niet meer mogelijk zijn.

Art. 14

Dit artikel bepaalt de overgangsbepalingen.

Alle gegevens over donoren dienen binnen 3 maanden na de inwerkingtreding van deze wet meegedeeld te worden aan het BBID.

De niet-identificerende gegevens van de donoren die een donatie hebben gedaan voor de inwerkingtreding van deze wet, kunnen worden meegedeeld aan de verzoeker.

De identificerende gegevens worden niet meegedeeld zonder toestemming van de donor die een donatie deed voor de inwerkingtreding van deze wet. Het zou een aantasting van de rechtszekerheid betekenen om, tegen de wil van de donor, deze info mee te delen. De donor ging er ten tijde van de donatie immers, terecht, van uit dat zijn naam nooit bekend zou worden bij het donorkind.

Het mag echter niet onmogelijk blijven om deze gegevens mee te delen. Indien de donor toestemt in het meedelen van de gegevens aan het donorkind, kunnen deze dus wel meegedeeld worden.

Art. 15

De voorbereiding van de uitvoering van deze wet zal een bepaalde periode in beslag nemen, zowel voor de overheid als voor de fertiliteitscentra. Daarom zal de wet pas in werking treden 1 jaar na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Valerie VAN PEEL (N-VA)

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1^{ER}****Disposition introductive****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2**L'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs****Art. 2**

§ 1^{er}. Il est institué une commission indépendante dénommée "Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs". Cet institut est chargé de la conservation et de la gestion des données d'identification des donneurs et des receveurs dans le cadre de l'insémination artificielle.

§ 2. L'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs a pour tâches:

1° de conserver et de gérer les données médicales, identifiantes et non-identifiantes relatives aux donneurs;

2° de fournir une information et un accompagnement de qualité tant aux donneurs qu'aux enfants nés d'un don de gamète et à leurs parents;

3° de collecter et de transmettre les informations concernant d'éventuelles anomalies génétiques constatées chez les donneurs et chez les enfants nés d'un don de gamète.

Art. 3

§ 1^{er}. Les centres de fécondation qui pratiquent des inséminations artificielles enregistrent les données suivantes relatives au donneur et transmettent celles-ci à l'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs dans les 24 semaines suivant l'insémination artificielle:

1° les données médicales susceptibles de revêtir une importance pour le développement sain de l'enfant;

WETSVOORSTEL**HOOFDSTUK 1****Inleidende bepaling****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2**Het Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens****Art. 2**

§ 1. Onder de naam Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens wordt een onafhankelijke commissie opgericht. Deze instelling zal instaan voor het bewaren en beheren van identificatiegegevens van donoren en receptoren in het kader van kunstmatige bevruchting.

§ 2. Het Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens heeft volgende taken:

1° het bewaren en beheren van medische, identifice-rende en niet-identificerende gegevens van donoren;

2° voorzien in gedegen voorlichting en begeleiding van zowel de donoren als de donorkinderen en hun ouders;

3° het verzamelen en doorgeven van informatie in verband met eventueel vastgestelde genetische afwijkingen van donoren en donorkinderen.

Art. 3

§ 1. Fertiliteitscentra die kunstmatige donorbevruchting verrichten, registreren volgende gegevens van een donor en stellen deze binnen 24 weken na de kunstmatige bevruchting ter beschikking van het Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens:

1° medische gegevens die van belang kunnen zijn voor de gezonde ontwikkeling van het kind;

2° les caractéristiques physiques, la formation, la profession, les antécédents sociaux et les caractéristiques personnelles;

3° les nom, prénoms, date de naissance, nationalité et domicile.

§ 2. Les centres de fécondation enregistrent la date à laquelle a été pratiquée l'insémination artificielle par donneur, ainsi que les nom, prénoms, date de naissance et domicile de la femme ayant recouru à l'insémination artificielle par donneur et transmettent ces données à l'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs dans les 24 semaines.

§ 3. Qu'elles soient prises séparément ou combinées entre elles, les données visées au § 1^{er}, 2°, ne peuvent permettre l'identification du donneur.

§ 4. Les obligations énumérées aux paragraphes 1^{er} et 2 cessent de s'appliquer dès qu'il a pu être constaté que l'insémination n'a pas donné lieu à une grossesse qui se maintient plus de 24 semaines.

§ 5. L'Institut établit un formulaire-type permettant aux centres de fécondation de communiquer les données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 dans le délai fixé.

Les données peuvent être communiquées tant par voie électronique que par courrier.

Art. 4

§ 1^{er}. L'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs communique, par voie électronique ou par courrier, les données qui lui ont été transmises à propos du donneur concerné:

1° à la demande du médecin traitant de la personne conçue par insémination artificielle par donneur, pour autant qu'il s'agisse de données médicales telles que visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°;

2° à la demande de l'enfant qui sait ou soupçonne avoir été conçu par insémination artificielle par donneur, s'il est âgé de 12 ans ou plus, pour autant qu'il s'agisse de données visées à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°. Les parents de l'enfant mineur auquel ces données ont été communiquées en sont informés;

3° à la demande des ou de l'un des parents de l'enfant conçu par insémination artificielle par donneur, si l'enfant

2° fysieke kenmerken, opleiding, beroep, sociale achtergrond en persoonlijke kenmerken;

3° familienaam, voornamen, geboortedatum, nationaliteit en woonplaats.

§ 2. De fertiliteitscentra registreren de tijdstippen waarop de kunstmatige donorbevruchtingen plaatsvinden, alsook de familienaam, de voornamen, de geboortedatum en de woonplaats van de vrouw bij wie kunstmatige donorbevruchting heeft plaatsgevonden en stellen deze binnen 24 weken ter beschikking van het Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens.

§ 3. De gegevens bedoeld in § 1, 2°, mogen, zowel afzonderlijk als in combinatie, niet kunnen leiden tot de individuele donor.

§ 4. De verplichtingen opgesomd in paragrafen 1 en 2 gelden niet of vervallen, zodra vastgesteld kan worden dat de bevruchting niet geleid heeft tot een zwangerschap die langer duurt dan 24 weken.

§ 5. Het Bewaar- en Beheersinstituut stelt een standaardformulier op voor de fertiliteitscentra, om de gegevens als bedoeld in paragrafen 1 en 2 te kunnen meedelen binnen de bepaalde termijn.

De gegevens kunnen zowel digitaal als per brief meegedeeld worden.

Art. 4

§ 1. Het Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens verstrekt de aan haar ter beschikking gestelde gegevens van de betrokken donor digitaal of per brief:

1° op verzoek van de behandelend geneesheer van diegene die verwekt is door en ten gevolge van kunstmatige donorbevruchting, voor zover het gaat om medische gegevens als bedoeld in artikel 3, § 1, 1°;

2° op verzoek van degene die weet of vermoedt dat hij verwekt is door en ten gevolge van kunstmatige donorbevruchting, indien het kind 12 jaar of ouder is, voor zover het gaat om gegevens als bedoeld in artikel 3, § 1, 1° en 2°. De ouders van een minderjarige aan wie deze gegevens worden verstrekt worden hiervan op de hoogte gebracht;

3° op verzoek van de ouders van het kind, of één van hen, dat verwekt is door en ten gevolge van kunstmatige

est âgé de moins de 12 ans, pour autant qu'il s'agisse de données visées à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. Les données identifiantes du donneur, visées à l'article 3, § 1^{er}, 3°, sont communiquées personnellement à la personne qui sait ou soupçonne avoir été conçue par insémination artificielle par donneur qui a atteint l'âge de 16 ans et qui en fait la demande, après que le donneur a donné son consentement écrit, ou après que le rejet de l'objection introduite par le donneur est devenu irrévocable.

Au moment où le donneur est averti de la demande de communication des données, l'Institut l'informe du déroulement de la procédure y afférente et de ses conséquences éventuelles.

La communication des données ne peut être refusée que si le donneur refuse de donner son consentement écrit et que la communication serait plus lourde de conséquences pour le donneur que la non-communication pour le demandeur.

§ 3. Le donneur est informé par écrit de l'intention de communiquer des données identifiantes, telles que visées à l'article 3, § 1^{er}, 3°, cette intention étant motivée.

À dater de cette notification, le donneur dispose de trente jours pour introduire par écrit une objection auprès de l'Institut et, s'il le souhaite, pour être entendu. Il est tenu compte de cette objection et de cette audition éventuelle lors de la mise en balance des intérêts du donneur et du demandeur.

§ 4. Si le donneur est décédé ou injoignable, le consentement visé à l'article 4, § 2, est réputé avoir été refusé.

Le conjoint ou le cohabitant légal d'un donneur décédé ou injoignable, ou, à défaut, un parent au premier ou second degré, peut toutefois donner son consentement écrit à la communication des données identifiantes visées à l'article 3, § 1^{er}, 3°.

§ 5. L'Institut assure l'accompagnement psychosocial tant des demandeurs que des donneurs.

donorbevruchting, indien het kind jonger is dan 12 jaar, voor zover het gaat om gegevens als bedoeld in artikel 3, § 1, 1° en 2°.

§ 2. De identificerende gegevens van de donor, als bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, worden persoonlijk meegedeeld aan diegene die weet of vermoedt dat hij is verwekt door en ten gevolge van kunstmatige donorbevruchting en die de leeftijd van 16 jaren bereikt heeft en daarom verzoekt, nadat de donor daar zijn schriftelijke toestemming voor heeft gegeven, dan wel nadat de verwerping van het bezwaar ingediend door de donor, onherroepelijk geworden is.

Het Bewaar- en Beheersinstituut informeert de donor bij de kennisgeving over het verloop van de procedure bij een verzoek tot verstrekking van gegevens en de mogelijke gevolgen.

Het meedelen van de gegevens blijft uitsluitend achterwege indien de donor weigert zijn schriftelijke toestemming te geven en dit zwaarwegende gevolgen met zich mee zou brengen voor de donor in verhouding met de gevolgen van niet-verstrekking voor de vrager.

§ 3. De donor wordt schriftelijk in kennis gesteld van een voorgenomen overmaking van identificerende gegevens, als bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, gepaard met een motivatie om dat voornemen te staven.

De donor heeft, vanaf de kennisgeving, dertig dagen de tijd om schriftelijk bezwaar aan te tekenen bij het Bewaar- en Beheersinstituut en indien hij dat wenst gehoord te worden. Dat bezwaar en de eventuele hoorzitting worden in rekening genomen bij de afweging van de belangen van de donor en de vrager.

§ 4. Indien de donor overleden of onbereikbaar blijkt, wordt de instemming als bedoeld in artikel 4, § 2, geacht te zijn geweigerd.

De echtgenoot of wettelijk samenwonende partner van een overleden of onbereikbare donor, of bij gebrek daaraan een bloedverwant in de eerste of tweede graad kan wel schriftelijk instemmen met het meedelen van de identificerende gegevens, als bedoeld in artikel 3, § 1, 3°.

§ 5. Het Bewaar- en Beheersinstituut voorziet in psychosociale begeleiding, zowel voor de verzoekers als voor de donoren.

Art. 5

L'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs conserve lesdites données pour une durée d'au moins 100 ans à compter de leur réception.

Art. 6

§ 1^{er}. L'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs est géré par un comité de direction composé d'un président assisté de six membres disposant des expertises suivantes:

- 1° deux membres des centres de fécondation;
- 2° un(e) psychologue;
- 3° un(e) juriste;
- 4° un(e) éthicien(ne);
- 5° un(e) pédagogue.

§ 2. Le président et les membres du comité de direction sont nommés par la Chambre des représentants.

§ 3. Tous les deux ans, l'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs fait rapport à la Chambre des représentants.

Art. 7

À moins que la présente loi n'impose la communication de données, toute personne qui travaille pour l'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs et qui, de quelque manière que ce soit, prend connaissance de données permettant l'identification des donneurs, est liée par le secret professionnel et est passible de sanctions conformément à l'article 458 du Code pénal.

Art. 5

Het Bewaar- en Beheersinstituut voor donorgegevens bewaart de gegevens van de donoren minstens 100 jaar vanaf de dag waarop zij de gegevens heeft ontvangen.

Art. 6

§ 1. Het Bewaar- en Beheersinstituut voor donorgegevens wordt bestuurd door een bestuurscomité dat bestaat uit een voorzitter en daarnaast zes leden met volgende expertise:

- 1° twee leden vanuit de fertiliteitscentra;
- 2° een psycholoog;
- 3° een jurist;
- 4° een ethicus;
- 5° een pedagoog.

§ 2. De voorzitter en leden van het bestuurscomité worden benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

§ 3. Het Bewaar- en Beheersinstituut voor donorgegevens brengt tweejaarlijks verslag uit aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 7

Behoudens deze wet oplegt tot mededeling van gegevens over te gaan, is iedere persoon die voor het Bewaar- en Beheersinstituut werkt en die op welke manier ook kennis neemt van informatie waarmee de donoren kunnen worden geïdentificeerd, gebonden door het beroepsgeheim en kan hij worden gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

CHAPITRE 3

Modifications de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes

Art. 8

Dans l'article 2, i), de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, le mot "anonymement" est abrogé.

Art. 9

Dans l'article 22 de la même loi, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit:

"Le don d'embryons surnuméraires n'est pas anonyme. Le centre de fécondation collecte les données visées à l'article 3, § 1^{er}, de la loi portant création d'un Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs et les transmet audit Institut conformément à cette loi."

Art. 10

Dans l'article 28 de la même loi, les mots "en rendant inaccessible toute donnée permettant leur identification" sont remplacés par les mots "en communiquant à l'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs les données visées à l'article 3, § 1^{er}, de la loi portant création d'un Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs, conformément à cette loi."

Art. 11

Dans le titre 4, chapitre 4, de la même loi, la section 5, comprenant les articles 35 et 36, est abrogée.

Art. 12

Dans l'article 57 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1^o les mots "de rendre inaccessible toute donnée permettant l'identification du donneur" sont remplacés par les mots "de communiquer à l'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs les données visées à l'article 3, § 1^{er}, de la loi portant

HOOFDSTUK 3

Wijzigingen van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten

Art. 8

In artikel 2, i), van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten vervalt het woord "anoniem".

Art. 9

In artikel 22 van dezelfde wet wordt de tweede zin vervangen als volgt:

"De donatie van overtallige embryo's geschiedt niet anoniem. Het fertiliteitscentrum verzamelt de gegevens als bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet tot oprichting van een Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens en bezorgt deze overeenkomstig deze wet aan de Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens."

Art. 10

In artikel 28 van dezelfde wet worden de woorden "die zouden kunnen leiden tot de identificatie van de donor, ontoegankelijk maken" worden vervangen door de woorden "als bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet tot oprichting van een Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens meedelen overeenkomstig deze wet aan de Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens."

Art. 11

In titel 4, hoofdstuk 4 van dezelfde wet wordt afdeling 5, die de artikelen 35 en 36 bevat, opgeheven.

Art. 12

In artikel 57 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "die zouden kunnen leiden tot de identificatie van de donor, ontoegankelijk maken" worden vervangen door de woorden "als bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet tot oprichting van een Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens

création d'un Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs, conformément à cette loi."

2° La deuxième phrase de l'alinéa 1^{er} est abrogée.

Art. 13

Dans le titre 5, chapitre 4, de la même loi, la section 5, comprenant les articles 64 et 65, est abrogée.

CHAPITRE 4

Dispositions transitoires

Art. 14

§ 1^{er}. Les données visées à l'article 3 qui sont présentes dans les centres de fécondation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi doivent être transmises à l'Institut pour la conservation et la gestion des données relatives aux donneurs dans les 3 mois suivant cette entrée en vigueur.

§ 2. Les données visées à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°, du donneur qui a fait un don d'embryons surnuméraires de spermatozoïdes et d'ovocytes avant l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent être communiquées au demandeur.

§ 3. Les éléments constitutifs de l'identité visés à l'article 3, § 1^{er}, 3°, du donneur qui a fait don de spermatozoïdes ou d'ovocytes avant l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont pas transmis au demandeur sans l'accord écrit du donneur.

CHAPITRE 5

Entrée en vigueur

Art. 15

La présente loi entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

20 juin 2019

meedelen overeenkomstig deze wet aan de Bewaar- en Beheersinstituut voor Donorgegevens."

2° de tweede zin van het eerste lid vervalt.

Art. 13

In titel 5, hoofdstuk 4 van dezelfde wet wordt afdeling 5, die de artikelen 64 en 65 bevat opgeheven.

HOOFDSTUK 4

Overgangsbepalingen

Art. 14

§ 1. De gegevens als bedoeld in artikel 3, die op het ogenblik van de inwerkingtreding aanwezig zijn bij de fertiliteitscentra, dienen binnen 3 maanden na de inwerkingtreding aan het Bewaar- en Beheersinstituut te worden bezorgd.

§ 2. De gegevens als bedoeld in artikel 3, § 1, 1° en 2°, van de donor die overtallige embryo's, spermatozoïden of eicellen heeft afgestaan voor de inwerkingtreding van deze wet, kunnen worden meegedeeld aan de verzoeker.

§ 3. De persoonsidentificerende gegevens, als bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van de donor die spermatozoïden of eicellen heeft afgestaan voor de inwerkingtreding van deze wet, worden niet overgemaakt aan de verzoeker zonder schriftelijke toestemming van de donor.

HOOFDSTUK 5

Inwerkingtreding

Art. 15

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

20 juni 2019

Valerie VAN PEEL (N-VA)